

Février 2023

Les chiffres



1

La chanteuse Rihanna s'est affichée avec une bague en rubis Bayco Jewels en provenance de Birmanie. Valeur estimée : 1 million de dollars US. « *Il n'existe pas de rubis birman éthique* » ne cesse pourtant de rappeler l'ONG Global Witness : « *La chaîne d'approvisionnement est criblée de corruption et d'horribles violations des droits de l'Homme.* »

4

Pour financer la révolution, le gouvernement d'unité nationale (NUG) vend des droits miniers. Un entrepreneur a ainsi acheté les droits sur une mine de pierre précieuses située dans le canton de Mogok, pour la modique somme de 4 millions de dollars USD.



67

67 % des entités et individus sanctionnés par les Etats-Unis, le Royaume-Uni et/ou l'Union Européenne ont été ciblés unilatéralement. Le manque de coordination nuit à l'impact des sanctions adoptées contre la junte, comme le détaille un nouveau rapport de Global Witness et Earth Rights International.

Brèves

LE 1ER FÉVRIER EN BIRMANIE : LA FORCE DU SILENCE POUR DIRE NON À LA JUNTE

Pour marquer les deux ans du coup d'Etat militaire, les Birmans étaient appelés à participer, comme en 2022, à une grève silencieuse pour exprimer leur refus de la junte. S'il est difficile d'avoir un décompte exact, il est estimé que plus de 150 localités ont pris part au mouvement. Les rues de plusieurs villes - parmi lesquelles Yangon, Mandalay, Naypyidaw et Monywa - étaient désertes. Pendant ce temps, des centaines de manifestants se sont rassemblés devant l'Ambassade de Birmanie à Bangkok en Thaïlande. Les Etats-Unis, le Royaume-Uni et le Canada ont choisi cette date symbolique pour annoncer l'adoption de nouvelles sanctions contre la junte militaire. Des voix se sont aussi exprimées pour dire que cette date ne deviendra pas une commémoration annuelle, parce que le peuple birman vaincra.

LE 1ER FÉVRIER À PARIS, SOLIDARITÉ ET APPEL À L'ACTION : "NOUS SOMMES TOUS BIRMANS"

Plus 80 personnes ont pris part à la conférence inter-associative qui s'est tenue à l'Hôtel de Ville de Paris dans la matinée, en présence d'Aung Myo Min, ministre des droits humains du gouvernement d'unité nationale (NUG) et de M. Romero-Michel, adjoint à la Maire de Paris en charge des droits humains et de la lutte contre les discriminations. Doh Atu, RSF, AIF, ACAT, CCFD, LDH et RSF ont appelé à l'action pour venir en soutien du peuple birman ! L'ambassade de Birmanie en France s'est offusquée de cet événement au motif qu'il accueillait des « terroristes ». Nous avons tapé sur des casseroles sur le Parvis, un symbolique « pots and pans » en réponse. Le soir, l'exposition « Jeunesse en résistance - Printemps birman » a été inaugurée devant la Mairie du 14ème arrondissement, avec la participation de Jane Birkin. Plus de 70 participants assisté aux lectures de poèmes birmans et performances des artistes. Un grand merci à la Ville de Paris et à la Maire du 14ème arrondissement pour leur soutien à la cause du peuple birman !

Brèves

NOUVELLES SANCTIONS DE L'UE CONTRE LA JUNTE

Les nouvelles sanctions européennes, qui visent 9 individus et 7 entités, étaient attendues. Le 20 février, le Conseil de l'Union Européenne a sanctionné « le ministre de l'énergie, des hommes d'affaires de premier plan qui ont soutenu la répression exercée par le régime avec des armes et des biens à double usage, et des officiers de haut rang des forces armées étroitement liés au régime. La liste comprend également des responsables politiques et des administrateurs de la région de Yangon impliqués dans le processus ayant mené à la condamnation à mort et à l'exécution de 4 militants pro-démocratie en juillet 2022, et de l'État Kachin, où ils ont supervisé les frappes aériennes, les massacres, les raids et les incendies commis par l'armée, ainsi que l'utilisation par celle-ci de boucliers humains. Les entités inscrites sur la liste comprennent des services du ministère de la défense et une entreprise d'État relevant de ce ministère, ainsi que des entreprises privées fournissant du carburant, des armes et des fonds à l'armée. » La société civile salue l'adoption de ces sanctions, tout en continuant d'appeler l'UE à aller plus loin !

LA JUNTE RENOUVELLE L'ÉTAT D'URGENCE ET CONTINUE DE JOUER LA CARTE DU CHAOS

La junte annonçait depuis quelques temps la tenue « d'élections législatives » courant 2023 dans le but de « légitimer » son pouvoir. Elle a finalement opté pour une prolongation de l'état d'urgence. Confrontée à une résistance populaire qui ne faiblit pas, elle a dû se rendre à l'évidence : la tenue de ces « élections » à des fins de renforcement de son pouvoir est impossible. Le peuple n'en veut pas : ce scrutin sous la junte est par avance qualifié de mascarade électorale. Par les Birmans et par tout observateur avisé. La junte qui concède des difficultés, continue la fuite en avant de la répression. Elle vient de décréter la loi martiale dans près de la moitié du pays. Que fera-t-elle ensuite ? Difficile à dire. Dans tous les cas, cette année 2023 s'annonce décisive pour le peuple birman, dont les aspirations démocratiques en lutte demandent plus de soutien de la part de la communauté internationale.

Brèves

AGENCES DE VOYAGE ET MÉDIAS NE DOIVENT PAS JOUER LE JEU DE LA PROPAGANDE PUBLICITAIRE DE LA JUNTE

Nous avons découvert ce mois-ci la propagande publicitaire de la junte militaire dans les pages voyages de Le Figaro visant à faire d'un pays à feu et à sang une destination touristique ! Ce contenu publicitaire sur la Birmanie ressemble étrangement à celui que partage l'ambassade de Birmanie à Paris, avec un double enjeu : l'image du régime et l'entrée de devises, notamment pour la junte militaire. Le Figaro Voyages ne doit pas se faire le relai de la propagande de la junte en matière de tourisme ! Article rédactionnel ou publicité déguisée ? Le doute est permis tant l'article manque d'éléments de contexte sur le degré de violence politique en cours dans le pays. Pendant que le Figaro vante le tourisme en Birmanie et donne la météo par région, France Diplomatie alerte sur l'insécurité et déconseille formellement de se rendre dans la plupart des régions/états et déconseille, sauf raison impérative, d'aller dans le reste du pays. A la suite de notre interpellation, une mention du coup d'Etat et un lien vers les conseils aux voyageurs de France Diplomatie ont été ajoutés par Le Figaro ! C'est largement insuffisant. Troublant aussi. Dassault, propriétaire du Groupe Figaro, a récemment été mis en cause dans un rapport du Special Advisory Council Myanmar dont le contenu a été relayé par Médiapart : « *deux logiciels vendus par Dassault Systèmes, filiale du groupe Dassault, sont utilisés par la dictature militaire pour élaborer des armes qui servent au massacre de civils, comme le montrent des documents obtenus par Mediapart. L'entreprise se défend d'avoir fourni ces outils à la junte...* »

LE RISQUE D'UNE « GÉNÉRATION PERDUE »

Le drame qui se joue en Birmanie loin de l'attention du monde est terrifiant. Selon l'Onu, 5 millions d'enfants ont besoin d'une assistance humanitaire à travers le pays dans un contexte de conflit armé. Dans une interview publiée par Irrawaddy, Naw Susanna Hla Hla Soe, Ministre chargée des femmes, des enfants et de la jeunesse au sein du gouvernement d'unité nationale (NUG), revient sur la situation des enfants. Elle rappelle que plus de 300 enfants ont été arrêtés, 19 emprisonnés et 289 tués depuis le coup d'Etat et s'alarme du sort des enfants déplacés par la guerre, dont elle a pu constater le dénuement lors de ses visites dans des camps de déplacés internes. Sécurité, santé, éducation : elle s'inquiète pour l'avenir de toute une génération dans un tel contexte de privations et de déni de droits sous la junte et appelle la communauté internationale à agir. La brutalité de la junte doit cesser.

Focus

2023 AGIR EN SOUTIEN DU PEUPLE BIRMAN

Vous n'avez pas pu assister à la conférence de la société civile organisée par Info Birmanie et Doh Atu Ensemble pour le Myanmar qui s'est tenue le 1er février à l'Hôtel de Ville de Paris ? Nous vous proposons les actes de cette matinée, avec les interventions de tous les participants. Ce document sera également remis à nos représentants politiques. Nous remercions de nouveau la Ville de Paris pour son soutien et son engagement aux côtés de tous les participants qui ont pour mot d'ordre l'action en soutien du peuple birman : la communauté internationale doit faire davantage et elle doit le faire maintenant !

Disponible en ligne via le lien ci-dessous, sur notre Link Tree sur nos réseaux sociaux et notre site internet :

<https://www.yumpu.com/fr/document/read/67542044/2023-agir-en-soutien-du-peuple-birman>



LES ACTES DE LA CONFÉRENCE | 1 FEVRIER 2023

2 ans après le coup d'Etat militaire,
le soutien au peuple birman doit s'amplifier.
Il en va de la vie et de l'avenir de tout un peuple,
il en va des valeurs démocratiques.